

CAPITALISME SANS ALTERNATIVES ?¹

Franz J. Hinkelammert

Résumé

Le capitalisme se présente comme l'alternative suprême, la fin de l'histoire. Aucune autre solution aux problèmes de l'humanité que le "marché total", c'est-à-dire l'unique paramètre de toutes les décisions sociales. Le néo-libéralisme tombe dans le même travers que la société soviétique, qui elle aussi s'estimait la seule alternative possible. Non seulement d'autres solutions sont présentées comme utopiques, mais le pouvoir s'exerce à les rendre impossibles. C'est le cas, par exemple, du service de la dette des pays du "Tiers-Monde". Le principe de base est que le marché réalise à moyen et long terme, l'équilibre nécessaire. Il est donc la justice. Une telle conviction ne peut admettre qu'on en critique les effets au nom d'une valeur supérieure.

Or, une grande partie du Sud aujourd'hui se caractérise par un accroissement de la misère et un cortège de morts, phénomènes accrus par les politiques économiques contemporaines, les programmes d'ajustements structurels imposés par les instances financières internationales, l'exigence du paiement de la dette, les dogmes de la productivité, de la compétitivité et des privatisations. Peut-on rester indifférent face à une destruction de l'homme et de la nature, au nom de la loi du marché ? Le principe selon lequel la loi est légitime par elle-même et qui n'admet aucune morale qui puisse la relativiser, est totalitaire. Le type d'efficacité fragmentaire qui caractérise le marché, entre en conflit avec l'efficacité reproductrice, qui repose sur le respect de la vie humaine et de son environnement naturel. Un tel critère ne peut être le fruit de calculs, mais il relève cependant de la rationalité.

L'Occident a remplacé la centralité de l'homme par des abstractions, le marché ou le capital. L'histoire de son développement dans la phase capitaliste a été caractérisée par le désir de sauver l'humanité en condamnant au génocide une partie de celle-ci. La chute du mur de Berlin, qui l'a conforté dans son

1 Texte adapté de plusieurs articles parus dans la revue **PASOS**, publiée par le DEI à San José, Costa Rica, notamment: **Capitalismo sin Alternativas?**, N° 37, (Oct. 1991) et **Capitalismo y Socialismo: la posibilidad de Alternativas**, N° 48, (Juillet-Août 1993).

excellence, n'a prouvé qu'une seule chose, qu'il disposait des moyens pour imposer sa domination. Mais sa logique conduit au désastre.

Ce n'est pas le marché comme tel, ni sa mondialisation qui produisent ces effets, mais bien la manière dont les pouvoirs orientent son fonctionnement, sans remettre en question la totalisation de ses critères. Les alternatives s'inscriront dans des économies de marché, mais contre le "marché total". Elles existent et s'appellent nouvel ordre des marchés, des finances, de l'environnement.

Le premier pas consiste à organiser la résistance, à refuser de se laisser enfermer dans le jeu d'une société qui présente la folie comme l'unique rationnel. La survie des êtres humains et de la nature forment le critère de jugement et d'action qui permet de réfuter les raisonnements sur la légitimité indiscutable des normes de la concurrence et de la compétitivité et d'entrer dans des dynamiques nouvelles. S'opposer au suicide collectif est un premier pas. Il existe dans le Sud de nombreux mouvements sociaux populaires qui proposent des alternatives, souvent partielles et locales, mais qui sont porteuses de solutions.

Si nous nous posons la question des alternatives à l'actuelle économie de marché, nous ne pouvons simplement remettre en question le marché comme tel. En effet, toute alternative devra inévitablement se situer à l'intérieur des limites d'un système de marché. Il en est de même de l'économie planifiée. Les alternatives au socialisme historique ne signifient nullement l'abolition de la planification économique comme telle.

Lors de sa campagne électorale de 1980, le Président Reagan disait: "Nous n'avons pas de problème avec l'Etat, l'Etat est le problème". Il serait tout aussi erroné de renverser la logique en disant: "*Nous n'avons pas de problème avec le marché, le marché est le problème*". Ce fut sans doute une des causes de la crise des sociétés socialistes historiques.

Se poser la question des alternatives consiste donc à les rechercher face à une économie de marché qui tend toujours plus à transformer ce dernier en l'unique instance totalisante de toutes les décisions sociales. En d'autres mots, ces alternatives surgiront à l'intérieur des marchés, pour s'opposer à la logique du *marché total*. Cette dernière expression est d'Henri Lepage, un des principaux avocats du néo-libéralisme en France et qui se réfère aux tendances

anarcho-capitalistes qui le caractérisent et auxquelles il s'identifie [Henri Lepage, 1978].

Une telle totalisation est étroitement liée à la mondialisation de l'économie marchande. Pour les entreprises multinationales qui la prônent, toute action contestataire et particulièrement celle qui s'appuyerait sur l'Etat, représente un obstacle à l'expansion du marché qui heurte son efficacité. Or, cette dernière est le moteur du *marché total* et l'Etat lui-même, avec son appareil de pouvoir, doit le promouvoir et même l'imposer.

Cette perspective est présentée depuis une vingtaine d'années comme une alternative à la fois à l'Etat social bourgeois interventionniste des années 1950 et 1960 et aux mouvements socialistes. Au nom de ce *marché total* on affirme qu'il n'existe pas d'autres solutions. Il est la seule possible, la fin de l'histoire [Francis Fukuyama, 1989]. C'est ainsi que se sont toujours exprimés ceux qui ont obtenu une victoire absolue et qui présentent leur pouvoir comme s'exerçant en faveur de l'intérêt de l'ensemble de l'humanité.

Or, d'un point de vue technique, il n'est pas tellement difficile de savoir où chercher les alternatives: un Nouvel Ordre Mondial des marchés, des finances, de l'environnement. Mais quand on nie la légitimité de toute alternative, au nom d'une totalisation agressive du marché, cela n'a guère de sens de parler techniquement d'alternatives. En effet, non seulement cette éventualité est niée théoriquement, mais tout pouvoir est exercé pour la rendre impossible. Ce n'est pas qu'elles soient irréalisables en elles-mêmes, mais on les rend impossibles. Nous vivons ainsi dans des sociétés qui détruisent violemment tout effort de trouver d'autres solutions.

I. La société pour laquelle il n'y a pas d'alternative

Avec la chute du mur de Berlin, le conflit entre les systèmes sociaux s'est terminé par la victoire de l'un d'entre eux, le *marché total*. Ce dernier y voit la preuve qu'il constitue la seule alternative et que son efficacité détermine l'éthique qui doit l'orienter. Quand L. Kulakowski écrivit son

ouvrage: **L'Homme sans alternatives**, le monde occidental le reçut avec enthousiasme, car il s'agissait d'une critique du monde soviétique [Leslek Kolakowski, 1960]. Mais il n'était nullement question de rejeter l'idée d'être réduit à une seule alternative. En fait pour cet auteur, comme pour les autres, c'est le système social de l'économie de marché qui constituait la seule solution. Or, cela n'est nullement remis en cause aujourd'hui. Nous vivons dans des sociétés où il n'y a point d'alternative et qui de surcroît ont conscience d'accomplir le bien et d'appliquer la justice.

Or le problème qui confronta la société soviétique est celui même qui se pose aujourd'hui à l'économie capitaliste de marché. On est passé de "l'histoire mondiale, jugement final" à "marché mondial, jugement final". En effet, c'est le marché qui a jugé et condamné le socialisme, qui décide quel sera l'éventail de l'exercice des pouvoirs économiques, politiques, culturels, quelles sont les valeurs dignes d'être retenues ou au contraire à rejeter, si les pays du Tiers-Monde doivent payer la dette extérieure. Un exemple typique d'une telle conviction fut la position adoptée par le chancelier allemand Helmut Schmitt, qui établissait au niveau de vertus ce qui favorisait le marché et de vices ce qui le contrariait. En un mot, le marché mondial c'est la justice.

C'est ainsi que le critère formel de l'efficacité du marché se transforme en critère suprême des valeurs et par conséquent des droits humains; elle n'est pas une valeur, mais c'est elle qui domine le monde des valeurs. Il ne peut y avoir d'autre efficacité: toute solution qui s'en écarte est par définition inefficace, parce que faisant obstacle au développement des forces productives.

II. Efficacité formelle et négation des utopies

Dans cette perspective, toute alternative devient une utopie. Karl Popper, le philosophe de ce courant de pensée, ira même plus loin en qualifiant les utopies de diaboliques [Karl Popper, 1974]. Toute action et tout mouvement qui s'écartent de l'efficacité formelle du marché subissent les mêmes reproches. Dans la mesure où le critère de l'efficacité

formelle domine l'ensemble des valeurs, la relation entre les deux devient purement nihiliste. En effet, si la justice consiste dans le respect des lois du marché, on ne peut en critiquer les résultats au nom de la justice.

C'est bien aussi ce que dit F. Hayek, un des principaux théoriciens du néo-libéralisme: "*La justice ne résulte évidemment pas des objectifs d'une action, mais bien de sa conformité aux règles à laquelle elle est soumise*" [Friedrich A. Hayek, 1980]. Or les règles auxquelles F. Hayek se réfère, sont les lois du marché, ce qui exclut toute critique de ce dernier en fonction de ses résultats, même quand ils aboutissent à remettre en question la survie de l'humanité. Ainsi, l'idéologie du marché se transforme de fait en idéologie de l'héroïsme du suicide collectif, puisque la conviction qu'à moyen ou à long terme les principes de l'économie mercantile déboucheront sur un équilibre, ne se laisse ébranler ni par l'accroissement de la misère, ni par le cortège des morts. Des mesures sont prise uniquement, lorsqu'à court terme, les taux de rentabilité sont affectés.

On pourrait croire de tels propos excessifs, mais il faut se référer aux sociétés du Sud, plus vulnérables encore à cette implacable logique, que celles du Nord, lui-même en proie au chômage, à l'exclusion et même à une croissante pauvreté relative. Les programmes d'ajustements structurels imposés par la Banque Mondiale, en fonction des orientations du FMI, ont des conséquences immédiates et dramatiques. Pour redresser un système monétaire mondial, on exige des pays les plus pauvres des sacrifices inouïs, qui se traduisent en pauvreté accrue, en baisse des niveaux d'éducation, en abandon de politiques de santé, en exclusions culturelles et finalement en mortalité infantile et adulte.

Sans doute est-il impossible de chiffrer tout cela et de déterminer de façon précise les effets de chaque cause. Il s'agit d'un processus qualitatif où l'homme est sacrifié à Mammon. Le paiement d'une dette, en bonne partie contractée sous la pression de l'excédent des pétrodollars, résultats plus qu'à leur tour des dépenses somptuaires ou spectaculaires de régimes dictatoriaux souvent soutenus par l'Occident, quand ce n'est pas du surarmement, le remboursement de crédits dont une grande part du principal

n'a jamais atteint les rivages des pays du Sud et dont le service a considérablement augmenté avec l'élévation des taux d'intérêt, deviennent une des conditions de tout accès au crédit international ou à la coopération au développement. Les clauses de rééchelonnement et certains adoucissements ne changent rien au principe.

Certains pays consacrent entre 20 et 50% des revenus de leurs exportations au service de la dette. Pour qu'ils puissent le faire, le mot d'ordre est d'accroître les exportations. Souvent cela se réalise, notamment dans le domaine agricole, aux dépens de la production pour la consommation locale. La logique du *marché total* contredit alors la satisfaction des besoins primaires et celle d'un développement auto-centré. L'Etat doit diminuer ses dépenses locales et utiliser les crédits extérieurs à consolider sa monnaie et à assurer le service de la dette. On entre dans le cercle vicieux. Or ce n'est qu'un aspect du problème.

Il faut ajouter que lorsque les grands principes du marché s'appliquent à l'ensemble des activités humaines, ils tendent à détruire leur contenu. Quand l'éducation et la santé deviennent des marchandises, qu'en reste-t-il pour les plus pauvres ? Voilà pourquoi aujourd'hui des centaines de milliers d'enfants du Tiers-Monde sont exclus du système scolaire et des centaines de milliers de personnes meurent sans soin. Or il est possible de faire autrement. Si dans le reste de l'Amérique latine, les nouveau-nés et les enfants en bas âge, recevaient les mêmes soins qu'à Cuba, deux cent mille d'entre eux survivraient chaque année.

La privatisation est un autre dogme du marché, qui ne tient pas compte de l'ensemble des facteurs économiques et sociaux. Il en résulte souvent une privatisation des secteurs les plus rentables et donc un accroissement de la richesse des riches. On parle aussi beaucoup du narco-traffique dont l'origine se situe dans le Tiers-Monde. Ce qu'on oublie trop souvent, c'est qu'en fonction des principes du marché, ce sont les couches les plus élevées de la population locale qui profitent le plus de ce négoce et que l'argent de la drogue devient dans certains pays un des moteurs de l'économie. Certains Etats du Nord n'en sont d'ailleurs pas exclus, puisque le blanchiment de l'argent forme une part importante

de la richesse des institutions financières de la Suisse ou du Luxembourg.

Il en est de même de l'industrie de l'armement, qui en dehors de toute autre considération, devient une source de devises, d'emploi et de richesse des Etats. Or les dépenses des pays "*sous-développés*" dans ce domaine sont une des sources de revenus importantes des exportateurs, surtout lorsqu'il s'agit de régimes militaires ou de dictatures.

La compétitivité comme principe totalisant élimine des pans entiers de l'activité économique des pays du Sud. L'ouverture des marchés crée le non-emploi, dans des proportions qui parfois dépassent la moitié de la population active. L'industrie pharmaceutique mondiale, par exemple, centralisée dans quelques grandes firmes, rachète ou force à la faillite les entreprises locales, en même temps que se perdent les moyens traditionnels de médication. C'est la loi du marché et tant pis pour les êtres humains. L'industrie automobile à São Paulo licencie des milliers de travailleurs, parce qu'il faut être compétitif. Mais aucune activité compensatoire n'existe et les allocations de chômage sont pratiquement inexistantes. Quel désastre social dans une ville où déjà deux cent mille personnes logent dans les rues.

Alors, peut-on rester indifférent ? Peut-on se réfugier derrière l'absence d'une responsabilité individuelle ? Peut-on attendre un miracle de la loi de la régulation automatique qui résulterait de l'équilibre du marché ? N'est-ce pas ignorer précisément que le marché est un rapport social et que les partenaires ne sont pas égaux en poids ?

Or, le principe selon lequel la loi est légitime par elle-même et n'admet aucune morale qui puisse la relativiser au nom de ses conséquences, est de type totalitaire. La doctrine stalinienne affirmant qu'est moral ce qui promeut le développement d'une société socialiste, selon ses lois propres, ne fait pas de différence entre ce qui est "*historiquement progressiste*" et "*moralement bon*". Chez F. Hayek, les lois de l'histoire sont simplement remplacées par les lois du marché. Mais la relation entre les deux termes est la même: il n'existe pas de morale qui puisse interpeller la loi au nom de ses résultats.

Si dans un cas c'est le parti qui avait toujours raison, dans l'autre c'est le marché. C'est toujours l'être humain qui est perdant. Aujourd'hui, par exemple, c'est une véritable destruction humaine qui résulte dans le Tiers-Monde de l'obligation à acquitter la dette extérieure. Face à la rigueur de la norme, aucune morale ne semble compter. D'où la question: est-il moralement licite de provoquer une destruction massive d'êtres humains ? Ce problème ne se situe-t-il pas au-dessus de la loi ?

Hitler parlait le même langage: "*L'Etat total ne doit connaître aucune différence entre la loi et l'éthique*" [Hannah Arendt, 1974, 485]. Ce que F. Hayek dit aujourd'hui, c'est que le *marché total* ne doit pas faire non plus cette distinction. D'où la nécessité d'un dernier combat. "*L'ultime bataille contre le pouvoir arbitraire se situe face à nous. C'est la lutte contre le socialisme: la lutte pour abolir tout pouvoir coercitif qui essaye de canaliser les efforts individuels et d'en distribuer délibérément les fruits*" [Friedrich A. Hayek, 1980].

Le parallèle entre les idéologies stalinienne et néolibérales est frappant [Helio Gallardo, 1991, 51]. Si l'on change "*relations socialistes de production*" par "*relations capitalistes de production*", on débouche sur le néolibéralisme actuel. Le pouvoir soviétique avait élaboré le concept de "*centralisme démocratique*", l'avant-garde assurant la démocratie sans dépendre nécessairement de la volonté du peuple. Le premier qui introduisit une notion similaire dans la pensée occidentale, en l'appliquant au Tiers-Monde en particulier, fut W. Huntington dans son rapport à la Commission Trilatérale en 1975 [M. Crozier et al., 1975]. Il utilisa les termes de "*démocratie contrôlée*", cette dernière se situant au-dessus du processus électoral et les contrôleurs étant, pour l'Amérique latine notamment, les pouvoirs militaires locaux et le gouvernement des Etats-Unis.

L'idée fut reprise dans le document de Santa Fé II, élaboré pour définir la stratégie des Etats-Unis vis à vis de l'Amérique latine pour les années 1990 [Santa Fe II, 1989]. Selon le document, pour juger du caractère démocratique des sociétés latino-américaines, il est tout à fait secondaire de savoir si leurs gouvernements ont été élus ou non. Une société est démocratique dans la mesure où elle s'affirme

contre le contrôle de l'Etat et en faveur du marché. Les garants en sont notamment les organismes financiers internationaux (FMI, Banque Mondiale), qui se situent clairement au dessus de toute opinion populaire démocratique. Citant Antonio Gramsci, un des fondateurs du Parti Communiste italien, les auteurs du documents affirment que l'important est d'assurer l'hégémonie, c'est-à-dire une adhésion généralisée aux politiques à suivre, ce qui permet de diminuer l'exercice de la contrainte. Pour ce faire, il faut s'assurer le contrôle des moyens de communication.

Dans le cas soviétique, comme dans celui du néolibéralisme, la démocratie consiste finalement en un simple processus de désignation de la personne chargée d'exécuter l'unique alternative, soit le *plan total*, soit le *marché total*.

III. L'efficacité est-elle efficiente ?

Face à la subversion et à la suppression de toutes les valeurs au nom de l'efficacité formelle, il n'y a qu'un seul argument difficile à contourner: peut-on vivre avec ? Il s'agit donc des effets d'un marché totalisant, question si radicalement rejetée par les idéologies de l'efficacité.

En son temps, Marx avait déjà mis le doigt sur la plaie: "*La production capitaliste n'est capable de développer les techniques et le procès social de production qu'en épuisant par la même opération les deux sources de toute richesse: la terre et l'homme*" [Marx, 1946]. Cette critique était effectuée au départ des effets de la totalisation du marché, en fonction de la survie de l'humanité.

En effet, l'efficacité formelle du marché débridé mène à la destruction de l'homme et de l'environnement. Aujourd'hui peu de gens doutent de la pertinence de cette observation. Même le FMI et la Banque Mondiale expriment leur inquiétude. Il s'avère en plus que le processus devient cumulatif et qu'il tend à la catastrophe. On en retrouve les traces dans les craintes exprimées par les moyens de communication sociale.

Un système de marché qui n'est pas soumis à des résistances correctives se comporte de façon fragmentaire

face aux ensembles interdépendants de la division sociale du travail et de la nature. C'est ce que K. Popper appelle la *technologie fragmentée* et qu'il présente comme la seule possible. Or, cette dernière intervient sans aucun critère d'ensemble et conduit inévitablement à la double destruction citée plus haut.

Il s'agit de laisser le marché opérer selon les impératifs de la *main invisible*, qui selon A. Smith, transforme les efforts individuels de chacun poursuivant ses intérêts, en une action non-intentionnelle favorisant l'intérêt collectif. La magie du marché est que chacun doit agir en fonction de ses propres intérêts pour répondre au bien commun. Mais la logique veut que ce processus aboutisse dans les faits à une contradiction. En effet, ou bien on est perdant dans la course à la compétitivité, ou bien on participe à la destruction des fondements même de la vie de la planète.

Or, puisque dans le *marché total*, seule la compétitivité est intouchable, on aboutit nécessairement à la destruction. L'exemple le plus frappant est celui des industries chimiques qui détruisent l'environnement et qui de l'Allemagne aux Etats-Unis, du Japon aux pays en développement, affirment toutes être dans l'impossibilité de prendre des mesures de protection, qui trop coûteuses, affecteraient leur compétitivité. Résultat, la dégradation écologique se poursuit ou se délocalise.

Parfois de tels arguments justifiant la destruction forcée de la nature sont illusoire, mais souvent ils ne le sont pas. Certaines industries qui refuseraient de participer à cette destruction seraient éliminées du marché. Il en résulte un processus généralisé, qui indépendamment des valeurs subjectives des acteurs concernant l'homme et la nature, rend obligatoire la dévastation. D'où une véritable schizophrénie des valeurs; celles qui valorisent l'homme et la nature confinées à la sphère du privé, ce qui permet de garder bonne conscience au sein même du champ des contraintes du *marché total*.

Il s'agit donc d'une efficacité qui conduit à la mort. Car ce qui est vrai de la nature, l'est plus encore de l'être humain. Dans quelles conditions sociales oblige-t-on des hommes, des femmes et des enfants du Tiers-Monde, à travailler pour

satisfaire à la compétitivité ? Quelles destructions des systèmes de santé résultent des Programmes d'Ajustement Structurel, imposés au nom de la logique du marché mondial ?

La *main invisible* sensée être un mécanisme auto-régulateur qui insère toute action humaine fragmentée dans une totalité et dont l'équilibre serait réalisé par le marché, ne fonctionne en fait que dans des marchés partiels. Dans le domaine des rapports sociaux de production et dans celui de la nature, elle conduit à la catastrophe et non à l'équilibre et cela est particulièrement visible aujourd'hui dans les pays en développement.

IV. L'héroïsme du suicide collectif

La société qui n'admet pas d'alternatives est donc bien celle qui refuse, hors de la sphère privée, l'existence de valeurs qui pourraient remettre en question son système de division du travail et d'exploitation de la nature. Plus elle exclut ces alternatives, plus elle détruit les valeurs qui lui permettraient de survivre. Il est frappant de constater que la pensée contemporaine retourne à la célébration de l'héroïsme du suicide collectif. Marx avait cru que la prise de conscience de cette tendance à la destruction conduirait inévitablement à la conversion et à la recherche des alternatives nécessaires. Mais apparemment ce n'est guère le cas. L'humanité apparaît capable d'accepter et de célébrer son suicide collectif.

N'est-ce pas pour cela que Nietzsche redevient à la mode ? Lui qui prétend que l'utopie consiste à vouloir le ciel sur la terre et à produire l'enfer, ce à quoi notre société sans alternative répond par la mystique du suicide collectif. Pour ne pas être surpris les yeux fermés par l'utopie, on marche vers l'enfer avec les yeux ouverts. La tragédie du Rwanda n'aurait-elle rien à voir avec une telle perspective, l'inconscient collectif d'un peuple acculé à l'impossible conduisant à l'auto-extermiation ?

Il en résulte aussi bien souvent un pessimisme post-moderne. Denis Meadow, le coordinateur du rapport du Club

de Rome sur les Limites de la Croissance, disait dernièrement dans une interview: "*Pendant suffisamment de temps j'ai essayé d'être un évangéliste de la globalité et j'ai fini par apprendre que l'on ne peut changer le monde. D'ailleurs, l'humanité se comporte comme un suicidé et cela n'a pas de sens de discuter avec celui qui a déjà sauté par la fenêtre*" [D. Meadow, 1989, 118].

V. L'efficacité, le calcul et l'éthique

Alors, l'efficacité ne serait-elle pas, tout compte fait, inefficace ? On doit s'en douter si la production de richesses détruit en même temps les sources de cette dernière. Il s'agit de *l'irrationalité du rationnel* dont parlait Max Weber, car une production n'est finalement efficace que si elle reproduit les sources de la richesse, ce que les sociétés précapitalistes avaient généralement bien géré.

Voilà donc un concept bien différent de celui de l'efficacité tel qu'il est compris dans nos sociétés, quand on rejette les alternatives au nom de l'efficacité. D'où le concept d'*efficacité reproductrice* qui s'oppose à celui d'*efficacité fragmentaire*. La production de la richesse doit permettre que l'être humain et la nature soient conservés, reproduits et développés au cours de ce même processus. Voilà la limite aux contraintes du marché.

Il ne s'agit donc pas de proposer une nouvelle valorisation de l'être humain et de la nature à l'intérieur du système du *marché total*, puisque celui-ci n'a d'autres bornes que sa propre arbitrarité et qu'il n'accepte aucune valeur nouvelle sinon à l'intérieur de la sphère strictement privée. Il s'agit donc bien d'une remise en question radicale du *marché total* lui-même.

Mais peut-on chiffrer cette efficacité reproductrice ? Tout calcul est nécessairement fragmentaire. Pour réaliser une telle tâche, il faudrait en effet disposer d'une connaissance illimitée et parfaite, ce qui est pratiquement impossible. Tout calcul reste donc provisoire et il ne peut se substituer à la décision. On ne peut garantir l'efficacité reproductrice, sinon en transcendant le calcul. En effet, il

s'agit de poser des limites, en déterminant l'espace dans lequel la décision prise sur la base de calculs fragmentaires, peut être prise légitimement.

De tels critères ne peuvent être le fruit de calculs. Ils découlent du respect mutuel entre les êtres humains, ce qui inclut nécessairement le respect de la nature. Les valeurs de la vie commune de l'humanité ne sont pas le résultat de l'efficacité, mais au contraire, c'est leur reconnaissance qui forme le point de départ de l'efficacité reproductrice et qui garantit ainsi la vie du futur.

Ces considérations nous ramènent à la question des éléments qualitatifs au sein des analyses quantitatives. Les sciences empiriques en général - et pas seulement l'économie - traitent des valeurs humaines comme n'appartenant pas à la science. Elles tendent à les réduire à une course sans fin à l'intérieur du quantitatif, ce que révèle la phrase du physicien Rutherford: "*le qualitatif n'est rien d'autre qu'un pauvre quantitatif*" [Jesus Ibañez, 1991, 71]. La théorie néoclassique en économie sur la tendance à l'équilibre du marché relève de cette illusion. Elle n'est qu'un écho de la *main invisible* d'Adam Smith.

La seule chose que l'on puisse prouver c'est la nécessité de la reconnaissance des valeurs dont nous avons parlé, pour que l'humanité puisse survivre. Un tel argument ne contient aucun calcul fragmentaire, sinon une relation avec la totalité du monde conçu comme un système interdépendant et dont la connaissance détaillée nous échappe. Il s'agit bien d'un argument rationnel, mais qui n'est pas le fruit d'un calcul. L'impossibilité de calculer cette totalité nous amène à reconnaître les limites de l'agir humain.

Mais cependant, il n'est pas question de renoncer à la centralité de l'homme comme condition ontologique de la pensée. La tradition occidentale s'est écartée de ce principe et elle a substitué l'homme par des abstractions, en particulier le marché et le capital. Elle arrache l'homme à son lieu central et finit par le détruire en même temps d'ailleurs que la nature. Au cours de son histoire, l'Occident n'a cessé de vouloir sauver l'humanité en condamnant au génocide une partie de cette dernière. L'esclavage qui a détruit socialement et culturellement l'Afrique en est un exemple.

Mais il en est bien d'autres qui parsèment les diverses formes que prit le colonialisme, depuis la conquête des Amériques, jusqu'à la soumission économique des sociétés asiatiques, qui provoqua plus de morts que les guerres intra-européennes. Même les pays du socialisme historique n'ont pas échappé à cette règle [F. Hinkelammert, 1991]. Aujourd'hui l'histoire se répète, avec les effets des politiques économiques contemporaines.

La reconnaissance des valeurs humaines tient cependant du paradoxe. En effet, à la fois, elles doivent être reconnues comme valeurs, sans calcul de leur utilité fragmentaire et simultanément elles doivent fonder un monde où toute décision continue à se baser sur des calculs fragmentaires. C'est une reconnaissance conflictuelle, qui doit être assumée comme telle. Les valeurs doivent subordonner le calcul fragmentaire et donc le marché, mais sans les faire disparaître. Il s'agit de politiques non réductibles à la technique, qui exigent sagesse et humanisme.

VI. Le "marché total" est-il une alternative ?

Il faut donc se demander s'il existe une alternative à la descente vers l'abîme ? Peut-on freiner ou interrompre cette course ? Or, le *marché total* la présente comme la seule alternative possible. Répétons-le, l'alternative au *marché total* n'est pas la suppression du marché. Le problème est la totalisation de l'efficacité fragmentaire, mystifiée idéologiquement par une *main invisible*, qui rétablirait un équilibre de façon automatique. On assiste à un processus de destruction cumulative, présenté comme la seule voie possible. S'il n'y avait pas d'alternatives, l'être humain ne serait plus lui-même.

Prenons des exemples concrets. L'alternative au paiement de la dette du Tiers-Monde est de ne pas la payer, mais un grand nombre de solutions intermédiaires sont aussi possibles. Les réaliser implique certes un grand nombre de problèmes techniques compliqués, mais qui tous ont leur réponse. L'alternative à la guerre du Golfe était de ne pas la faire. Dans ce cas aussi, il y avait des solutions intermédiaires

et des problèmes techniques à résoudre. L'alternative au marché mondial comme *marché total*, est un nouvel ordre mondial des marchés, des finances, de l'environnement.

Tout cela entraîne certes la mise en oeuvre de mécanismes concrets, dont il ne faut pas minimiser la complexité. Mais les alternatives sont possibles. C'est une question de volonté politique. On a vu durant la conférence des Nations-Unies sur l'Environnement, à Rio de Janeiro, en 1992, combien les intérêts économiques immédiats ont pesé sur les décisions des Etats, les Etats-Unis notamment faisant avorter des mesures conservatrices élémentaires.

L'histoire nous apprend que les sociétés qui refusent les alternatives utilisent leur pouvoir pour les rendre impossibles. Elles les dénoncent au moyen d'arguments techniques pour mettre en lumière leur caractère prétendument naïf. Comme la plupart des spécialistes travaillent dans des institutions qui estiment qu'il n'y a point d'alternative, suggérer le contraire se transforme pour eux en un risque professionnel.

Si l'on y ajoute la contribution des moyens de communication de masse à l'aveuglement collectif, on arrive à une sorte d'unanimité du rejet des alternatives qualifiées unanimement d'illusoirs. D'où le caractère tautologique d'une situation étrange: celui qui estime qu'il existe une alternative démontre, par le fait même, qu'il ne dispose pas de la compétence scientifique et technique suffisante pour aborder la question. Il est donc disqualifié d'avance.

Cela ne se vérifie pas seulement dans le domaine de la pensée, mais aussi dans celui de la pratique. Ainsi, quand le *marché total* mondial est considéré comme le dernier mot, il est inconcevable que la dette du Tiers-Monde ne soit pas remboursée. Cela contredirait en effet toute logique du profit et de la rentabilité du capital. On crée d'ailleurs des conditions telles, qu'il est finalement plus coûteux pour un pays de refuser de payer la dette, que d'en assurer le service, de mener une politique sociale indépendante, que de passer par les fourches caudines des ajustements structurels et dans le cas de Cuba, par exemple, de poursuivre une alternative socialiste, que de céder aux pressions économiques des Etats-Unis.

Ce n'est pas la mondialisation du marché en tant que telle qui produit ce genre d'effets, mais la manière dont les pouvoirs économiques orientent son fonctionnement. Ainsi, lorsque le secrétaire général du FMI, M. Camdessus, se rendit au Costa Rica en 1990, un journaliste lui fit remarquer le poids que signifiait pour la population du pays le remboursement de la dette et le programme d'ajustement structurel. Il répondit: *"La question est de savoir quel serait le coût pour le peuple du Costa Rica de ne pas ajuster ses structures. Cela pourrait signifier l'interruption du financement interne, la réduction des investissements, la paralysie d'une renégociation des termes de la dette, l'interruption des importations et finalement la récession. Si les mesures n'étaient pas appliquées et qu'en conséquence nous suspendions les crédits, cela ne signifierait pas un châtement, mais une réalité à laquelle est confronté un pays qui mène une certaine politique"* [M. Camdessus, 1990].

En clair, cela signifie que tout pays qui chercherait une alternative au paiement de la dette extérieure, verrait son économie ruinée. Ce n'est même pas un châtement, mais une soumission au réel. Une société qui se prétend sans alternative s'enferme ainsi dans la tautologie, c'est-à-dire dans une démonstration de ce qui a déjà été affirmé à l'avance. En effet, le pouvoir de détruire les alternatives possibles devient la preuve qu'il n'y en a point. Cela devient une question métaphysique, sans discussion possible. Mais en fait, si le capitalisme est réellement la fin de l'histoire, comme l'affirme F. Fukuyama, c'est tout simplement parce qu'il a le pouvoir de détruire les alternatives.

Le socialisme du 19^e siècle arriva à la conclusion qu'il fallait poser la question du pouvoir pour créer une alternative. Mais il déboucha sur la même impasse, en estimant que toute alternative à la planification totale était impossible. D'où le conflit entre les deux systèmes. L'unique chose démontrée aujourd'hui est que seul le capitalisme a disposé des moyens pour établir le marché comme première institution totale de domination mondiale. Les conséquences culturelles en sont importantes. Tout qui penserait autrement est qualifié d'insensé ou de subversif. Même les moyens de

communication de masse véhiculent cette idée avec une efficacité confirmée.

Un des exemples les plus frappants de maîtrise de ces moyens fut la guerre du Golfe, où l'information alternative, y compris sur les positions de Jean Paul II, furent réduites à s'exprimer dans des publications de type *samizdat* en provenance de groupes marginaux. Ce n'est que bien plus tard qu'on apprit que cette guerre *propre* avait fait au moins cent cinquante mille morts, que les bombes au laser avaient manqué leurs objectifs dans soixante dix pour-cent des cas, que des tentatives de négociation avaient été délibérément écartées.

VII. L'espace des alternatives possibles

En fait, un tel système est destiné à s'écrouler par sa logique interne. Il ressemble à une tour de Babel qui cette fois semble atteindre le ciel, comme jamais auparavant. Il court à l'échec à cause de la destruction cumulative de l'être humain et de la nature. Plus il rejette les alternatives, plus rapidement il se détruit. C'est comme un dinosaure qui dévore tout et finalement n'a plus rien à se mettre sous la dent.

Sans doute une telle situation n'échappe-t-elle pas tout à fait à la conscience de l'Occident. D'où entre autres, les tendances que nous citions précédemment à *l'héroïsme* du suicide collectif, qui transforme le processus de destruction en une célébration de la mort et débouche sur une véritable folie, celle de le présenter comme le sens le plus élevé de la vie [Hugo Assmann et Franz J. Hinkelammert, 1993]. C'est donc bien la totalisation du critère de l'efficacité fragmentaire qui doit être substituée, pour clamer que du point de vue de la sauvegarde de l'humanité et de la nature, elle n'est pas efficace.

Nous parlons d'un espace d'alternatives potentielles, pour signifier d'abord l'exclusion de solutions qui mènent à l'impasse: le socialisme soviétique et le capitalisme du *marché total*. Pour le choix des autres, qui se meuvent entre ces deux extrêmes, il n'y a pas de critère abstrait. En bref, il s'agit de

la possibilité de la vie pour tous les êtres humains, ce qui implique la préservation de la nature, comme fondement de toute possibilité d'existence. Un tel critère concret ne peut être substitué par des principes abstraits, tels que le taux de croissance ou celui du profit. Il s'agit d'un critère universel, celui de l'homme concret, confronté aux universaux abstraits du marché ou du plan.

Soyons bien convaincus que les alternatives possibles ne seront pas promues par les pouvoirs économiques contemporains et leurs alliés dans le champ politique. Dans la logique du *marché total*, elles seront constamment combattues et n'auront pas la possibilité de s'imposer. Par le fait même, elles apparaîtront comme ayant un caractère irréel, utopique, métaphysique. Mais face aux défis fondamentaux, c'est la réalité qui se transforme en irréel et la folie qui devient raisonnable. Quand la société n'admet plus d'alternative, la possibilité même d'en discuter raisonnablement est détruite [Charles P. Kindleberger, 1989, 134].

VIII. La résistance comme condition de la rationalité

Que peut-on faire face à une telle situation ? Tout d'abord, il s'agit de refuser d'entrer dans le jeu d'une société qui présente la folie comme l'unique rationnel. Il faut rejeter la rationalité de la mort.

Ensuite c'est le long chemin de la résistance. Elle suppose le refus que la légalité soit nécessairement synonyme de légitimité. En effet, il ne suffit pas que des mesures soient légales, pour qu'elles soient compatibles avec les conditions de survie de l'humanité et de la nature. Sans une résistance, au nom de ces dernières, aucun système social ne peut être rationnel.

Or, la pensée économique néo-classique implique qu'il existe des lois - celles du marché - qui garantissent la rationalité. Le prix librement établi par la concurrence est le prix rationnel, ce qui annonce déjà l'idéologie du *marché total*, que le néo-libéralisme actuel rend politiquement opératoire. Moins on intervient dans le marché, plus il y a de

rationalité, puisque celle-ci découle de l'inertie institutionnelle de ses propres mécanismes. C'est la rationalité fragmentaire poussée à l'extrême, alliée au refus de reconnaître une valeur scientifique aux exigences de la rationalité reproductrice. Max Weber lui-même considérerait cette dernière comme une série de jugements de valeur, sur lesquels la science n'avait pas à se prononcer.

Quand on prend en compte la rationalité reproductrice, il devient évident que le coût de la concurrence pure devient irrationnel. Quand le principe devient total, il est incompatible avec quelque rationalité économique que ce soit, car au bout du compte on arrive à raser la planète et à faire disparaître la vie. Or cela appartient à la logique même de la concurrence et de la compétitivité, qui ne contiennent nullement les critères garantissant la rationalité reproductrice.

La pensée de Karl Popper, construite sur la rationalité fragmentaire (**peace-meal technology**) a envahi l'univers même des sciences sociales du monde occidental [Karl Popper, 1974]. Selon lui, cette rationalité est l'unique forme d'application de la technologie, à laquelle il oppose la technologie *utopique*. Cette voie, qui mène en fin de compte à la destruction humaine et naturelle est présentée comme l'unique voie réaliste. En fait, une société présentée comme ouverte débouche ainsi sur la fermeture.

Dans sa traduction économique, c'est l'automatisme du marché qui apparaît comme la voie adéquate à la solution de tous les problèmes. C'est ce que David Friedman appelle *la machine de liberté*, en d'autres mots, le marché comme producteur automatique de liberté [David Friedman, 1989]. Mais elle se transforme en *machine de l'horreur*, promettant la liberté comme fruit de la soumission absolue aux institutions et à leurs lois et sans admettre aucune subjectivité de l'être humain. Ce dernier est transformé en une partie de l'engrenage de cette même machine. C'est le sort en particulier aujourd'hui du Tiers-Monde, le maillon faible de la chaîne.

Voilà pourquoi la résistance est vitale, comme base de toutes les alternatives possibles, afin qu'elles puissent obtenir leur place, face à la logique inerte du système et pour

l'obliger à trouver d'autres issues. Mais la force de la résistance ne peut avoir un effet que dans la mesure où elle gagne l'adhésion du plus grand nombre de personnes possible. Elle n'est donc pas aveugle, car elle doit inciter les êtres humains à percevoir la logique du suicide collectif, à y résister et à en tirer les conséquences.

C'est seulement à ce prix que des alternatives pourront émerger. Or, il existe dans le Sud de nombreux mouvements sociaux populaires qui proposent des alternatives, souvent partielles et locales, mais qui sont porteuses à la fois de contestation et de solutions. Leur voix est souvent étouffée, notamment par les pouvoirs économiques et politiques de leurs propres pays, faisant le relais d'une logique qui dépasse les frontières. Vouloir vivre est une tâche à accomplir et non pas le fruit d'une réaction purement instinctive. C'est le point de départ de la construction des alternatives.

Traduction: François Houtart

Bibliographie

- 1960 - KOLAKOWSKI L., **Der Menschen Ohne Alternative**, Piper, Munich.
- 1969 - MARX K., **Le Capital**, Garnier-Flammarion, Paris.
- 1974 - ARENDT H., **Los origenes del totalitarismo**, Madrid Taurus.
- POPPER, K., **Das Elend des Historicismus**, Tübingen.
- 1975 - CROSIER, M., HUNTINGTON, W. et WATAMUKI, S., **The Crisis of Democracy**, Report on the Globality of Democracies to the Trilateral Commission, New York.
- 1978 - LEPAGE, H., **Demain le Capitalisme**, Librairie Générale Française, Paris.
- 1980 - HAYEK, F.A., El ideal democrático y la contradicción del poder, **Estudios Públicos**, 1 (déc. 1980), Santiago du Chili.
- 1989 - FUKUYAMA, F., The end of History, **National Interest-Summer**, (oct. 1989).
- FRIEDMAN, D., **The machinery of Freedom**.
- KINDLEBERGER, C.P., **Manias, Panics and Crashes: A History of Financial Crises**, Basic Books, New York.
- MEADOW, D., **Der Spiegel**, N° 29.
- SANTA FE II, **A Strategy for Latin America in the Nineties**, by the Comité of Santa Fe, Bouchey, L.F., Fontaine, R., JORDAN, D.C., general GORDON, S., jr.
- 1990 - CAMDESSUS, M., **La Nación**, 05.03.90, San José, Costa Rica.
- 1991 - GALLARDO, H., **Crisis del Socialismo Histórico**, DEI, San José, Costa Rica.
- HINKELAMMERT, F.J., **Critica de la Razón utópica**, DEI, San José, Costa Rica.
- IBÁÑEZ, J., **El regreso del sujeto. La investigación social de segundo orden**, Amerinda, Santiago du Chili.
- 1993 - ASSMANN, H., et HINKELAMMERT, F.J., **L'idolatrie du Marché - Critique idéologique de l'Economie du Marché**, Le Cerf, Paris.